

ALERTE

37 fédérations et associations nationales de lutte contre la pauvreté et l'exclusion membres de la Commission lutte contre la pauvreté de l'UNIOPSS et des collectifs inter-associatifs locaux présents dans 14 régions (Uriopss)

Paris, le 24 mai 2018

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Lutte contre la pauvreté : Ne faisons pas l'économie d'une stratégie ambitieuse !

Alors qu'Emmanuel Macron a présenté le 22 mai des mesures pour les habitants des quartiers de la Politique de la ville particulièrement décevantes et très éloignées de l'ambition des propositions du rapport Borloo, Agnès Buzyn, annonçait, lors des questions d'actualité à l'Assemblée nationale, le dévoilement de la Stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes pour début juillet. Le Collectif ALERTE tient à rappeler à cette occasion la nécessité de mettre en place rapidement une véritable stratégie, à la hauteur des enjeux, reprenant l'ensemble des éléments présentés à Agnès Buzyn et Olivier Noblecourt dans les conclusions des groupes de travail de la concertation. Sans une stratégie globale et innovante, l'objectif affiché par le gouvernement d'agir contre la pauvreté, qui touche aujourd'hui près de 9 millions de personnes, ne sera pas atteint.

La concertation, lancée le 17 octobre dernier, en vue de l'élaboration d'une stratégie de prévention et de lutte contre la pauvreté des enfants et des jeunes s'est notamment incarnée dans six groupes de travail auxquels ont participé des associations du Collectif ALERTE, mais aussi des acteurs institutionnels, des parlementaires, des représentants d'élus locaux et des personnes en situation de précarité. Les 110 propositions concrètes issues de cette concertation portent notamment sur l'accueil des jeunes enfants de familles en situation de précarité, le soutien à la parentalité, la création d'un parcours d'accompagnement assorti de ressources dès 18 ans, la simplification et la revalorisation des minima sociaux, l'accès aux droits, à l'emploi, le logement et à la santé notamment par la fusion de prestations d'assurances maladie. ALERTE avait également proposé d'améliorer la situation des personnes sans titre de séjour et qui, ne pouvant pas être éloignées du territoire, sont contraintes de vivre dans de mauvaises conditions et sans perspectives (emploi, santé, logement, etc.).

L'ensemble de ces propositions dessinent une stratégie de lutte contre la pauvreté que nous voulons innovante, complète, ambitieuse, développant des expérimentations et apportant des solutions aux personnes en situation de précarité sur tout le territoire, des quartiers politiques de la ville, aux métropoles en passant par les zones rurales, péri-urbaines et les territoires d'Outre-Mer.

En effet, malgré l'amélioration de la conjoncture économique, près de 14 % de la population vit encore sous le seuil de pauvreté. Le président de la République dispose donc aujourd'hui d'une véritable opportunité d'agir pour ces « oubliés de la croissance » et de poser les fondements d'une société créant moins de pauvreté et riche de la contribution de chacun. Les associations réunies au sein du Collectif ALERTE attendent de lui qu'il s'en saisisse.

Contacts presse :

Collectif ALERTE : François Soulage - 06 07 64 76 66 – alerte@uniopss.asso.fr

Uniopss/ALERTE : Valérie Mercadal - 01 53 36 35 06 / 07 – vmercadal@uniopss.asso.fr

Uniopss/ALERTE : Manon Jullien – 01 53 36 35 09 – mjullien@uniopss.asso.fr

Fédération des Acteurs de la Solidarité : Audrey-Jane Baldi - 06 17 80 03 52 - audrey-jane.baldi@federationsolidarite.org

Fondation Abbé Pierre : Alice Dekker - 06 16 58 21 60 - media@fap.fr

Secours Catholique : Djamila Aribi - 01 45 49 75 24 / 06 85 32 23 39 – djamila.aribi@secours-catholique.org